

### Compte rendu de la réunion du 08 septembre 2017 14h00 – Petit Poitou – Chaillé les Marais

#### Etaient présents :

- |   |                                       |
|---|---------------------------------------|
| - Arnaud Charpentier – SMVSA et CD85      | - Pierre Jourdan – BE SAFER           |
| - Stéphane Boulard – SMVSA                | - Aline Mauger – SAFER                |
| - Joël Legeron – Mairie Ile d'Elle        | - Edouard Coulon - SAFER              |
| - Michel Porcheron – Mairie la Taillée    | - Guy Angibaud – ASA l'Ile d'Elle     |
| - Claude Roy – CD85                       | - Nicolas Angibaud – ASA l'Ile d'Elle |
| - Aurélie Soulard – CD85                  | - Pascal Jacquet – ASA l'Ile d'Elle   |
| - Joël Lesage – CD85                      | - Serge Gelot– ASA la Taillée         |
| - Anne Boutella – Fédération des Marais   | - Julien Ludwig - SMVSA               |
| - Nadine Pelon – Chambre d'agriculture 85 | - Fabrice ENON - SMVSA                |

Etait Excusé – Joseph Martineau – ASA la Taillée

#### 1 – Contexte de la réunion.

Dans le cadre du PAPI signé le 22 décembre 2014, l'action 7.17 prévoit la réfection des digues de la rivière Vendée pour un montant de 4 115 000€HT répartis comme suit :

- Etudes 150 000€
- Acquisitions foncières 450 000€
- Travaux 3 515 000€ (11.5 km de digues + 1km de protection de berges en rive gauche)

Le montant a été défini en fonction de l'analyse coût bénéfice (ACB), la méthode nationale des PAPI imposant que le coût des travaux de protection et entretien soient strictement inférieurs aux coûts des dommages. Les techniques utilisées sont donc adaptées pour entrer dans un budget contraint et plafonné.

En CMI, le projet de réfection a fait largement débat avec un avis qui était initialement négatif. C'est l'aspect environnemental avec la restauration des corridors écologiques qui a permis de faire basculer la commission sur un avis positif. Le reproche essentiel fait à ce projet, était, au moins pour la partie aval, de protéger essentiellement (en terme économique) des enjeux agricoles alors que le Fond Barnier qui finance ce projet est collecté sur les assurances habitations.

Le SMVSA souligne que ce projet a été validé une première fois, mais, vu l'évolution du contexte des PAPI, il ne faut pas espérer pouvoir le représenter. Il y a donc une obligation de réussite.

Le principe retenu par la CMI est donc un décalage de digue à cote identique pour recréer un lit majeur et un corridor écologique, l'espace entre la nouvelle digue et la berge étant une zone d'emprunt de matériaux avec adoucissement de berges.

## Projet de restauration à niveau de protection identique . 3.50

Limite crue importante : 3.20mAN



Des échanges ont eu lieu très tôt (2014-2015) avec l'ASA mais son assemblée avait du mal à valider le projet, privilégiant les techniques plus pérennes, telles que la protection de berges (enrochement ou palplanches) plutôt que le recul de la digue. Cette alternative techniquement envisageable était néanmoins hors budget par rapport à l'enveloppe allouée.

Le principe de la libération du foncier a été validé le 23 mars 2017 par le Conseil Syndical de l'ASA de l'Île d'Elle. Il s'en est suivi une rencontre avec la SAFER le 22 juin 2017.

Le planning prévisionnel inscrit au PAPI est :

- 2018 : Etudes
- 2019 : acquisitions foncières
- 2020 : confortement 1km rive gauche et réfection digue Nord Boule d'or en rive droite
- 2021 : réfection de la digue Sud Boule d'Or en rive droite

Les digues appartiennent aujourd'hui à l'ASA de la Taillée et de l'île d'Elle, cette dernière portant sur deux départements (17+85). Le projet de travaux est sur sa partie amont en Vendée et pour sa partie aval sur Marans (17).

La logique qui a prévalu est de rester sur une approche globale du système de défense, qui ne bénéficie pas de classement au titre de la protection des biens et des personnes.

## 2 – Proposition d'aménagement foncier sur les ASA de l'Île d'Elle et de la Taillée.

L'ASA de l'île d'Elle indique que le projet impactera uniquement les exploitants et propriétaires riverains de la Vendée. Ces mêmes propriétaires ont déjà été impactés il y a quelques années par la réalisation d'un chemin.

Elle demande à ce que l'effort soit réparti sur tous les propriétaires des ASA à hauteur de 2% sur les 2 400ha des deux ASA. Les 48ha ainsi dégagés peuvent être complétés par les opportunités foncières en cours. Le foncier serait fourni gratuitement par les ASA au SMVSA sans indemnité des propriétaires ni des exploitants.

Pour le compte du SMVSA, la SAFER dispose d'un stock sur le secteur de Velluire. Il a été conservé dans cette éventualité. Les ASA expriment que les terres disponibles n'intéresseront pas les exploitants locaux. Le SMVSA n'a donc pas lieu de les conserver et demandera à la SAFER de les revendre.

De la même manière avait été abordée la possibilité d'intégrer dans l'aménagement foncier le projet de création de piste cyclable entre Velluire et le Gué. Le Conseil Départemental estime ne pas avoir de besoins fonciers pour ce projet. Il sera donc traité indépendamment du projet de réfection de digues.

Au vu de ces éléments le Pdt de l'ASA de l'Île d'Elle indique que sans aménagement foncier il n'y aura pas de projet de réfection de digues

## 3 – Débat autour du projet

### 3.1 – Délai de mise en œuvre

Le Département est, selon les textes, le seul maître d'ouvrage potentiel des aménagements fonciers.

Syndicat Mixte Vendée Sèvre Autizes

Maison Commune - RD 137 - 85450 CHAILLÉ LES MARAIS  
Tél. 02 51 56 76 03 - [secretariat-smvsa@orange.fr](mailto:secretariat-smvsa@orange.fr) - [www.smvsa.fr](http://www.smvsa.fr)

Il est actuellement peu favorable à porter ce type d'aménagement notamment au regard des coûts. Si il s'y engage malgré tout, les coûts d'études devraient, dans la logique des choses, être à charge du bénéficiaire, à savoir le SMVSA.

Selon son expérience les délais sont longs car nécessitant des études préalables avec enquête publique. Sur les dernières opérations, le plus rapide réalisé est celui de la Gaubretière qui a duré 5 ans.

Ce délai ne semble a priori pas compatible avec le PAPI où les travaux doivent être réalisés en 2021.

Il y a lieu de vérifier dans quelle mesure la procédure pourrait être réduite à 3/4 ans. Pour maîtriser les délais, il faut s'assurer qu'aucun recours ne sera déposé, ce qui constitue un des freins habituels.

### 3.2 – Coût de l'opération

Le CD 85 indique que la moyenne des 3 derniers aménagements fonciers est de 340€ par ha d'étude (hors travaux). L'ASA s'étonne de tarifs aussi élevés.

La SAFER indique que ces opérations sont réalisées par des géomètres agréés. Il s'agit d'un domaine très concurrentiel où les prix sont serrés et sur lesquels peu de gains sont à espérer, et ce d'autant que les marchés d'aménagements fonciers du CD85 ont déjà quelques années.

Elle souligne également l'importance du travail à fournir par les géomètres qu'il ne faut pas sous-estimer, surtout sur ce secteur où l'origine des baux agricoles est complexe au vu du parcellaire et des nombreux échanges de cultures.

Le nombre de propriétaires est aussi à intégrer. La seule ASA de la Taillée en regroupe 350 pour parcelles agricoles.

### 3.3 – Principe de mise à disposition des terres

La SAFER exprime des doutes sur la possibilité de l'ASA de faire don au SMVSA des terres qui auront été dégagées par l'aménagement foncier. Elle vérifiera ce point

### 3.2 – Evaluation de la faisabilité

Il est demandé au BE SAFER d'effectuer une approche de la faisabilité d'un aménagement foncier sur les deux ASA en vérifiant :

- La justification de l'aménagement foncier et son périmètre
- Le coût de l'opération
- Les délais de procédures minimums

Une analyse comparée avec d'autres approches sera effectuée, notamment au regard de la convention qui lie le SMVSA à la SAFER.

Il est demandé

- au SMVSA de transmettre une synthèse du projet avec cartographie
- à l'ASA de donner approximativement le nombre de parcelles agricoles concernées (titre des ASA)

Ces éléments seront présentés lors de la prochaine réunion

## **4 – Prochaine réunion**

---

*Jeudi 21 septembre 14h00 au Petit Poitou – Chaillé les Marais*

Le SMVSA propose d'associer à cette réunion Marans et la CC Aunis Atlantique qui sera porteur de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur la Commune de Marans. Il lui est demandé d'attendre la vérification de la faisabilité du projet.